

**Mesdames et Messieurs les Présidentes et
Présidents de conseil départemental**

La Directrice

**Mesdames et Messieurs les Payeuses et Payeurs
départementaux**

Paris, le
14 JUIN 2022

Dossier suivi par Lucia MESSANVI

Objet : Contribution au financement de mesures salariales dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile – versement, au titre de 2021, du solde mentionné au III. de l'article 2 du décret n° 2021-1155 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en application de l'article 47 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021, modifié

P.J. : Tableau des montants définitifs, par département, des soldes à verser, au titre de l'année 2021, de l'aide mentionnée à l'article 1 du décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié (annexe 1)

Tableau des montants définitifs, par département, des trop-perçus à récupérer, au titre de l'année 2021, relatifs à l'aide mentionnée à l'article 1 du décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié (annexe 2)

Copies : Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France
Mesdames et Messieurs les Directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFIP
Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

I- Modalités de calcul de l'aide de la CNSA

L'article 47 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, précisé par le décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié par le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, prévoit qu'une aide est versée par la CNSA aux départements qui financent un dispositif de soutien à destination des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) afin de prendre en charge une partie des coûts de revalorisation des rémunérations de leurs professionnels.

Au titre de l'année 2021, peuvent bénéficier de l'aide, les revalorisations consécutives à la conclusion d'accords collectifs de branche. Ainsi, seul l'avenant 43 à la Branche de l'aide à domicile (BAD) est concerné, à compter de son entrée en vigueur, au 1^{er} octobre 2021.

Au titre de l'année 2021, les montants définitifs de l'aide de la CNSA mentionnés en annexes 1 et 2 de la présente notification, ont été définis par application du taux de 70%, prévu à l'article 1 du décret susmentionné, sur les montants des dépenses définitivement supportées par les départements au titre du dispositif, et dans la limite du surcoût de l'avenant 43 définitivement constaté par les départements au titre du dernier trimestre 2021.

Le plafonnement de l'aide de la CNSA par département en fonction de sa part d'activité APA/PCH/aide-ménagère rapporté au total de l'activité nationale, a été supprimé par l'article 45 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022.

Les montants des soldes à verser et des trop perçus à récupérer, mentionnés en annexe 1 et 2, ont été déterminés en soustrayant du montant définitif de l'aide, le montant d'acompte notifié par la CNSA le 24 novembre 2021.

II- Dépenses de soutien des départements relatives aux SAAD relevant de la convention collective CCN51, au titre de l'année 2021

L'arrêté du 29 avril 2022 agrée l'avenant n°2022-02 du 23 février 2022 à la convention collective du 31 octobre 1951 (FEHAP). Cet avenant prévoit la création d'une « prime domicile » visant à transposer les dispositions de l'avenant 43 de la BAD aux SAAD adhérents à la FEHAP. Cet avenant entre en vigueur de manière rétroactive au 1^{er} octobre 2021.

La date de publication de l'arrêté d'agrément de cet avenant n'a pas permis aux départements d'indiquer dans l'état détaillé des dépenses engagées de l'année 2021, à remettre à la CNSA au plus tard le 30 avril 2022, le montant des dépenses définitivement supportées au titre de l'année 2021 pour les SAAD adhérents à la FEHAP.

Le montant définitif des dépenses de soutien, au titre de l'année 2021, pour les SAAD adhérents à la FEHAP, sera à déclarer à la CNSA dans l'état détaillé des dépenses engagées 2022, à remettre au plus tard le 30 avril 2023, et feront l'objet d'une compensation versée au plus tard le 31 mai 2023, selon les modalités du décret n°2021-1155 modifié.

III- Dépenses de soutien au titre du dispositif prévu à l'article 47 de la LFSS pour 2021 et dépenses de prestation APA.

Dans le cadre de ce dispositif, les dépenses des départements/collectivités, en 2021, ont revêtu, dans la grande majorité des cas, la forme de subventions attribuées directement aux services d'aide à domicile. Ces subventions ne constituent pas une dépense d'allocation personnalisée d'autonomie.

Quelques départements ont apporté un soutien passant notamment par une augmentation du tarif au titre de l'APA. Si cette augmentation tarifaire s'est traduite par une augmentation du tarif utilisé pour la valorisation d'une heure d'aide à domicile dans le cadre de l'établissement du plan d'aide APA du bénéficiaire¹), cette augmentation tarifaire assure alors le financement d'une dépense d'APA légale, dans la limite de l'atteinte des plafonds nationaux des plans d'aide APA.


Si l'augmentation tarifaire ne s'est pas traduite par une augmentation du tarif utilisé pour la valorisation d'une heure d'aide à domicile dans le cadre de l'établissement du plan d'aide APA du bénéficiaire, l'augmentation tarifaire s'apparente à une dépense extra-légale et n'est pas à déclarer comme une dépense d'APA à la CNSA dans le cadre de la remontée de données pour la détermination du montant des concours APA.

La présente notification ainsi que les tableaux des montants (Annexes n° 1 et 2) sont publiés sur le site internet de la CNSA (www.cnsa.fr) > « Budget et Financement » > « Financement du soutien à domicile ». Document consultable en bas de page dans la rubrique « Documents à télécharger ».

¹ C'est-à-dire, une augmentation du tarif renseigné dans le logiciel de gestion de l'APA du département

La présente notification peut être contestée pendant un mois à compter de sa date de notification. Le recours éventuel est à adresser à la directrice de la CNSA. En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

La direction de la compensation de la perte d'autonomie est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.



Virginie MAGNANT

Annexe n°1

Montant définitif, par département, des soldes à verser, au titre de l'année 2021, de l'aide mentionnée à l'article 1 du décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié

Départements/Collectivités	Montant définitif des dépenses réellement supportées par le département/la collectivité, au titre de l'année 2021, en application de l'article 1er du décret n°2021-1155 (Montant retenu par la CNSA)	Montant définitif des aides mentionnées à l'article 1 du décret n°2021-1155, au titre de l'année 2021	Montant des acomptes versés par la CNSA en décembre 2021	Montant des soldes à verser par la CNSA.
01 - Ain	1 245 195,43 €	871 636,80 €	737 450,00 €	134 186,80 €
02 - Aisne	990 449,83 €	693 314,88 €	438 407,20 €	254 907,68 €
03 - Allier	1 015 138,00 €	710 596,60 €	466 663,68 €	243 932,92 €
04 - Alpes de Haute Provence	211 133,94 €	147 793,76 €	118 235,01 €	29 558,75 €
05 - Alpes (Hautes-)	275 642,92 €	192 950,04 €	168 570,76 €	24 379,28 €
06 - Alpes-Maritimes	648 000,00 €	453 600,00 €	362 880,00 €	90 720,00 €
07 - Ardèche	766 487,74 €	536 541,42 €	419 034,56 €	117 506,86 €
09 - Ariège	411 119,72 €	287 783,80 €	203 305,40 €	84 478,40 €
10 - Aube	554 984,62 €	388 489,23 €	385 739,25 €	2 749,98 €
11 - Aude	293 167,61 €	205 217,33 €	121 018,80 €	84 198,53 €
12 - Aveyron	930 183,00 €	651 128,10 €	531 732,88 €	119 395,22 €
13 - Bouches-du-Rhône	4 036 937,00 €	2 825 855,90 €	2 270 088,24 €	555 767,66 €
14 - Calvados	2 041 711,88 €	1 429 198,32 €	1 247 554,56 €	181 643,76 €
15 - Cantal	770 830,00 €	539 581,00 €	431 664,72 €	107 916,28 €
16 - Charente	1 093 841,68 €	765 689,18 €	652 572,02 €	113 117,16 €
17 - Charente-Maritime	1 094 652,00 €	766 256,40 €	613 005,12 €	153 251,28 €
19 - Corrèze	309 294,00 €	216 505,80 €	159 635,28 €	56 870,52 €
20 - Corse	1 788 368,13 €	1 251 857,69 €	855 758,41 €	396 099,28 €
21 - Côte-d'Or	836 896,00 €	585 827,20 €	440 552,00 €	145 275,20 €
22 - Côtes-d'Armor	1 027 395,25 €	719 176,68 €	560 242,92 €	158 933,76 €
23 - Creuse	801 510,25 €	561 057,18 €	376 224,89 €	184 832,29 €
24 - Dordogne	517 713,86 €	362 399,70 €	289 919,76 €	72 479,94 €
25 - Doubs	855 601,93 €	598 921,35 €	435 270,08 €	163 651,27 €
26 - Drôme	1 329 294,49 €	930 506,14 €	824 105,72 €	106 400,42 €
27 - Eure	790 348,42 €	553 243,89 €	518 560,00 €	34 683,89 €
29 - Finistère	2 075 414,75 €	1 452 790,33 €	1 203 472,66 €	249 317,67 €
30 - Gard	1 679 273,64 €	1 175 491,55 €	973 016,80 €	202 474,75 €
31 - Haute-Garonne	2 127 810,73 €	1 489 467,51 €	1 219 768,48 €	269 699,03 €
32 - Gers	404 503,44 €	283 152,41 €	183 644,81 €	99 507,60 €
33 - Gironde	2 841 790,00 €	1 989 253,00 €	1 897 280,00 €	91 973,00 €
34 - Hérault	3 716 364,28 €	2 601 455,00 €	2 374 715,84 €	226 739,16 €
36 - Indre	716 471,02 €	501 529,71 €	422 606,53 €	78 923,18 €
37 - Indre-et-Loire	1 287 732,81 €	901 412,97 €	851 816,00 €	49 596,97 €
38 - Isère	2 114 010,94 €	1 479 807,66 €	1 187 094,64 €	292 713,02 €
39 - Jura	718 062,69 €	502 643,88 €	349 536,88 €	153 107,00 €
40 - Landes	324 727,32 €	227 309,12 €	189 661,92 €	37 647,20 €
41 - Loir-et-Cher	617 307,91 €	432 115,54 €	342 211,44 €	89 904,10 €
44 - Loire-Atlantique	1 423 625,67 €	996 537,97 €	859 190,62 €	137 347,35 €

45 - Loiret	1 128 423,82 €	789 896,67 €	665 698,22 €	124 198,45 €
47 - Lot-et-Garonne	1 237 807,28 €	866 465,10 €	708 495,42 €	157 969,68 €
48 - Lozère	231 139,00 €	161 797,30 €	126 644,00 €	35 153,30 €
49 - Maine-et-Loire	1 836 374,39 €	1 285 462,07 €	782 279,76 €	503 182,31 €
51 - Marne	821 220,00 €	574 854,00 €	459 883,20 €	114 970,80 €
52 - Marne (Haute-)	205 082,00 €	143 557,40 €	109 756,08 €	33 801,32 €
53 - Mayenne	532 999,00 €	373 099,30 €	282 408,15 €	90 691,15 €
54 - Meurthe-et-Moselle	2 171 991,00 €	1 520 393,70 €	1 436 039,42 €	84 354,28 €
55 - Meuse	415 235,27 €	290 664,69 €	226 634,66 €	64 030,03 €
56 - Morbihan	1 532 155,82 €	1 072 509,07 €	672 672,00 €	399 837,07 €
57 - Moselle	1 064 747,22 €	745 323,05 €	637 854,59 €	107 468,46 €
58 - Nièvre	550 095,76 €	385 067,03 €	328 953,82 €	56 113,21 €
59 - Nord	8 634 137,54 €	6 043 896,28 €	4 835 117,28 €	1 208 779,00 €
60 - Oise	763 986,60 €	534 790,62 €	480 940,32 €	53 850,30 €
61 - Orne	1 013 236,00 €	709 265,20 €	548 571,52 €	160 693,68 €
62 - Pas-de-Calais	6 530 983,70 €	4 571 688,59 €	2 449 919,39 €	2 121 769,20 €
63 - Puy-de-Dôme	906 260,00 €	634 382,00 €	557 166,43 €	77 215,57 €
64 - Pyrénées Atlantiques	1 033 727,19 €	723 609,03 €	569 006,96 €	154 602,07 €
66 - Pyrénées-Orientales	611 110,00 €	427 777,00 €	408 645,44 €	19 131,56 €
67-68 - Collectivité Euro-péenne d'Alsace	2 215 818,34 €	1 551 072,84 €	1 240 858,27 €	310 214,57 €
69 - Rhône	1 034 967,80 €	724 477,46 €	567 370,38 €	157 107,08 €
69M - Métropole de Lyon	1 525 725,86 €	1 068 008,10 €	846 221,58 €	221 786,52 €
70 - Saône (Haute-)	598 373,71 €	418 861,60 €	316 452,08 €	102 409,52 €
71 - Saône -et-Loire	1 371 877,39 €	960 314,17 €	791 617,75 €	168 696,42 €
72 - Sarthe	1 129 450,52 €	790 615,36 €	645 487,82 €	145 127,54 €
73 - Savoie	441 356,92 €	308 949,84 €	237 138,16 €	71 811,68 €
74 - Savoie (Haute-)	1 257 504,00 €	880 252,80 €	755 688,64 €	124 564,16 €
75 - Paris	1 452 726,93 €	1 016 908,85 €	952 000,00 €	64 908,85 €
76 - Seine-Maritime	2 697 090,00 €	1 887 963,00 €	1 716 727,04 €	171 235,96 €
77 - Seine et Marne	1 245 798,90 €	872 059,23 €	720 124,96 €	151 934,27 €
78 - Yvelines	52 495,96 €	36 747,17 €	0,00 €	36 747,17 €
79 - Sèvres (Deux-)	611 672,53 €	428 170,77 €	334 142,66 €	94 028,11 €
80 - Somme	1 134 738,00 €	794 316,60 €	635 453,28 €	158 863,32 €
82 - Tarn-et-Garonne	669 729,18 €	468 810,43 €	379 130,69 €	89 679,74 €
83 - Var	1 998 172,21 €	1 398 720,55 €	1 089 845,12 €	308 875,43 €
84 - Vaucluse	608 322,92 €	425 826,04 €	346 651,55 €	79 174,49 €
85 - Vendée	1 040 400,00 €	728 280,00 €	596 364,72 €	131 915,28 €
86 - Vienne	1 035 756,00 €	725 029,20 €	585 050,48 €	139 978,72 €
87 - Vienne (Haute-)	848 512,63 €	593 958,84 €	475 167,07 €	118 791,77 €
88 - Vosges	813 641,00 €	569 548,70 €	406 790,16 €	162 758,54 €
89 - Yonne	742 617,37 €	519 832,16 €	415 866,08 €	103 966,08 €
90 - Belfort (Territoire de)	351 132,03 €	245 792,42 €	210 202,88 €	35 589,54 €
91 - Essonne	1 879 787,08 €	1 315 850,96 €	952 448,00 €	363 402,96 €
93 - Seine-Saint-Denis	963 086,58 €	674 160,61 €	527 678,43 €	146 482,18 €
972 - Martinique	1 103 978,34 €	772 784,84 €	539 738,75 €	233 046,09 €
975 - Saint-Pierre et Miquelon	19 110,92 €	13 377,64 €	8 745,59 €	4 632,05 €
Total	104 747 547,61 €	73 323 283,33 €	58 261 856,68 €	15 061 426,65 €

Annexe n°2

Montants définitifs, par département, des trop-perçus à récupérer, au titre de l'année 2021, relatifs à l'aide mentionnée à l'article 1 du décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié

Départements/Collectivités	Montants définitifs des dépenses réellement supportées par le département/la collectivité, au titre de l'année 2021, en application de l'article 1er du décret n°2021-1155 (Montant retenu par la CNSA)	Montants définitifs de l'aide mentionnée à l'article 1 du décret n°2021-1155, au titre de l'année 2021	Montants d'acompte versé par la CNSA en décembre 2021	Montants des trop-perçus à récupérer par la CNSA
08 - Ardennes	613 829,94 €	429 680,96 €	490 674,33 €	60 993,37 €
18 - Cher	683 924,18 €	478 746,93 €	491 054,22 €	12 307,29 €
28 - Eure-et-Loir	615 228,03 €	430 659,62 €	452 659,08 €	21 999,46 €
35 - Ille-et-Vilaine	1 694 405,70 €	1 186 083,99 €	1 200 078,32 €	13 994,33 €
42 - Loire	1 353 273,00 €	947 291,10 €	1 149 252,72 €	201 961,62 €
43 - Loire (Haute-)	600 810,40 €	420 567,28 €	441 094,08 €	20 526,80 €
46 - Lot	221 900,00 €	155 330,00 €	337 848,00 €	182 518,00 €
50 - Manche	958 964,00 €	671 274,80 €	846 064,24 €	174 789,44 €
81 - Tarn	891 518,05 €	624 062,64 €	876 116,62 €	252 053,99 €
65 - Pyrénées (Hautes-)	951 860,00 €	666 302,00 €	811 294,40 €	144 992,40 €
94 - Val-de-Marne	414 188,00 €	289 931,60 €	322 236,88 €	32 305,28 €
95 - Val-d'Oise	137 382,46 €	96 167,72 €	100 441,04 €	4 273,32 €
971 - Guadeloupe	745 422,49 €	521 795,74 €	1 098 209,20 €	576 413,46 €
973 - Guyane	0,00 €	0,00 €	143 961,44 €	143 961,44 €
974 - Réunion	522 594,28 €	365 816,00 €	397 026,00 €	31 210,00 €
Total	10 405 300,53 €	7 283 710,37 €	9 158 010,57 €	1 874 300,20 €